

<https://www.ricochets.cc/Depuis-la-Commune-de-Paris-la-democratie-est-empechee-par-les-bourgeois-et-les-oligarques.html>



# Depuis la Commune de Paris, la démocratie empêchée par les bourgeois et oligarques

- Les Articles -

Date de mise en ligne : vendredi 11 janvier 2019

---

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

---

Hier, le journal Le Monde, toujours fidèle à son soutien aux régimes antidémocratiques en place, déclarait sans honte [dans son éditorial du 10 janvier](#) :

L'intimidation, la menace et la violence sont les armes de toutes les dictatures, qu'elles soient étatiques, populaires ou, comme jadis, prolétariennes. Il est pour le moins troublant, pour ne pas dire révoltant, qu'il faille rappeler de telles évidences en 2019 dans un pays qui, jusqu'à nouvel ordre, est une démocratie.

Que l'on sache, en effet, et quels que soient les arguments spécieux qui voudraient justifier le contraire, la France est bien une démocratie. Chacun y est libre d'élire ses représentants - à l'Elysée ou au Parlement, dans sa ville ou sa région -, de s'exprimer, de débattre, de défendre ses idées, de lire ou d'écouter les médias de son choix, de manifester ou de faire grève s'il le juge nécessaire.

Le Monde est la version light des tyrans qui veulent à tout prix garder leurs pouvoirs, une branche [qui met en avant éternellement la fiction de Â« notre démocratie Â»](#) ; light, mais particulièrement pernicieuse, car bien écrite, polie, bien informée, et critiquant parfois des violences policières.

Une branche [qui ressemble à la presse dite Â« modérée Â» de 1871](#).

Le Monde oublie par exemple de dire que les menaces, l'intimidation et la violence sont les armes qu'a choisies depuis le début le régime pour détruire et dénigrer le soulèvement des gilets jaunes. Le régime macronien serait-il une dictature ?

Lecture

[GILETS JAUNES : DES VIOLENCES POLICIÈRES JAMAIS VUES - DAVID DUFRESNE](#) par [Le

Média-Â»[https://www.youtube.com/channel/UCT67YOMntJxfRnO\\_9bXDpww](https://www.youtube.com/channel/UCT67YOMntJxfRnO_9bXDpww)]

<https://youtu.be/lp1LoauFhds>

Le Monde ment et manipule effrontément pour servir les intérêts de sa classe, son idéologie étatiste centralisée et sa république des « élites »

[Mes arguments ne sont pas spécieux](#), ce sont des faits et des analyses politiques, ce qui est spécieux c'est de dire comme Le Monde depuis 30 ans que « la démocratie est menacée », et oser prétendre en 2019 que la France est encore une démocratie.

Tout le monde sait, et tout particulièrement le journal Le Monde, qu'un système électoral, une certaine quantité de médias et un certain droit d'expression ne signe pas forcément une démocratie, et qu'en réalité le Pouvoir politique, économique et médiatique est détenu par des oligarchies, des multinationales et des lobbies, ce qui rend impossible toute démocratie réelle.

Si pour l'instant la France n'est pas une dictature, elle n'est pas pour autant une démocratie, et Le Monde avec toute sa culture le sait parfaitement, donc Le Monde ment et manipule effrontément pour [servir les intérêts de sa classe](#), son idéologie étatiste centralisée et sa république des « élites » et des « experts », où Le Monde a sa place bien au chaud, biberonnée à présent par [Xavier Niel, un des soutiens et fan majeur de Macron](#).

Lecture

[IL N'Y A JAMAIS EU DE RÉELLE DÉMOCRATIE EN FRANCE](https://www.youtube.com/channel/UCCL0jJhIZMkgM68Jxiv3z2A) par [Buzz 2.0-Å»<https://www.youtube.com/channel/UCCL0jJhIZMkgM68Jxiv3z2A>]  
<https://www.youtube.com/watch?v=HW-11jecQb8>

## Commune de Paris, massacre de l'idéal démocratique

### ► [La responsabilité de la presse dans la répression de la Commune de Paris](#)

[par Vincent Ortiz, mardi 5 juin 2018](#) - Nous publions ci-dessous, en tribune [1] et avec leur autorisation, un article paru le 28 mai 2017 sur le site *Le vent se lève*, et dont l'écho est familier en ces temps de mobilisation sociale.

La répression de la Commune est sans conteste le massacre le plus sanglant de l'histoire de Paris. La Semaine Sanglante, qui s'est déroulée du 21 au 28 mai 1871, s'est soldée par la mort de 30 000 Communards. Les massacres ont été suivis d'exécutions systématiques et de déportations massives. Les survivants ont été soumis à des persécutions et des humiliations sans nombre. Cet épisode est relativement méconnu par l'histoire officielle. Le rôle des élites intellectuelles et médiatiques françaises face à ce massacre demeure en particulier très peu connu. La presse et les intellectuels jouissent en France d'un prestige peu commun. Le refrain est connu : si la démocratie est aussi profondément enracinée en France, c'est grâce au rôle de la presse, de ses intellectuels médiatiques et des personnalités « engagées » à qui elle donne de la visibilité. Cette analyse est acceptée et ressassée à l'envie dans le débat public. Elle prend du plomb dans l'aile si on analyse le rôle des journalistes et « intellectuels » (le terme est anachronique car il apparaît avec l'Affaire Dreyfus) lors de la répression de la Commune de Paris, l'une des crises sociales les plus violentes de l'histoire de France. - Toutes proportions gardées, ne peut-on pas expliquer la défiance actuelle de la population vis-à-vis de la grande presse par la révérence de celle-ci à l'égard du pouvoir, par la violence qu'elle déploie contre les mouvements de contestation ? Le phénomène populiste contemporain, c'est-à-dire le rejet populaire des élites politiques et médiatiques, n'est-il pas largement imputable au rôle de cette presse qui prend, depuis deux siècles, le parti des puissants contre leurs opposants ?



1871 : soulèvement des communards à Paris



2018-2019 : soulèvement des gilets jaunes and co

## Faute de transformation radicale au fond, faute de démocratie réelle, l'Histoire se répète.

[L'affeux Luc Ferry invite policiers et militaires à tirer à balles réelles sur les gilets jaunes trop rebelles](#), il se situe dans la droite lignes [des bourgeois et intellos sanguinaires de 1871 qui appelaient à massacrer les communards](#), soutenus par la plupart des organes de presse.

► En 1871 comme en 2019, [on retrouve les mêmes antagonismes, voir l'excellent article publié par Acrimed](#), issu du [site Le vent se lève](#) :

- d'un côté les riches, les oligarques, les grands propriétaires, les financiers, qui veulent que rien ne change au fond, qui sous la contrainte acceptent une démocratie en carton et quelques droits pour les peuples à condition que leurs pouvoirs restent intacts ou renforcés, qui se cramponnent à leurs privilèges et préfèrent voir des pauvres morts, éborgnés ou mutilés par leurs polices mercenaires (faussement présentées comme au service du peuple) que libres et autonomes
- de l'autre, une grande partie des peuples, toujours exploités et spoliés dans tous les domaines, se révolte contre leur esclavage légal, leur impuissance politique, médiatique et économique organisée par les possédants solidaires malgré leurs différences et conflits, et demande la justice sociale/écologique et la démocratie réelle

Bien sûr, il y a tous les intermédiaires possibles entre ces deux pôles, depuis le petit patron qui a peur pour son entreprise mais qui comprend les gilets jaunes, au prof qui soutien les gilets jaunes dans les sondages mais qui ne bougera pas le petit doigt, en passant par l'étudiant qui a peur pour son avenir mais qui vote et se moque des gilets jaunes, etc.

## Extraits importants, à lire et relire, de l'article publié par Acrimed

Pourquoi une telle fureur contre la Commune ? Désabusés par la Révolution de 1848 à laquelle beaucoup avaient pris part, les intellectuels de 1871 étaient devenus plus conservateurs ; Jules Vallès, communard, et Victor Hugo, conservateur devenu républicain et socialiste, constituent les deux exceptions les plus notables. La plupart n'étaient pas prêts à accepter une révolution aussi radicale. La romancière George Sand, qui avait conservé des sympathies socialistes et républicaines, s'est montrée très hostile à la Commune par crainte de perdre ses biens matériels ; « mon mobilier est sauvé ! », écrit-elle lorsque la répression commence ; « les exécutions vont bon train, c'est justice et nécessité ». Quant à la grande presse subventionnée par les grands capitaux, elle a dans la grande majorité des cas emboîté le pas aux classes dominantes pour des raisons similaires.

Les mesures politiques et sociales mises en place par la Commune ont terrifié mais aussi stupéfié les grands possédants par leur caractère révolutionnaire ; on le constate à la lecture des journaux et des correspondances de l'époque. La réaction de Flaubert aux lois sociales votées par la Commune est symptomatique : « le gouvernement se mêle maintenant du droit naturel ! ». Imposer des réglementations à l'ordre social et économique, cela équivalait pour lui (comme pour tant d'autres) à intervenir dans le droit naturel, à défier les lois immuables de l'économie et de la société. Plus prosaïquement, le Duc de Broglie voyait dans la Commune « le refus de la plèbe d'admettre l'ascendant des classes supérieures » ; en conséquence, la plèbe devait être châtiée. Jules Vallès n'avait pas tort, lorsqu'il écrivait dans son journal le Cri du Peuple : « vous avez laissé violer Paris, avouez-le, par haine de la Révolution ».

Pourquoi une telle fureur contre la Commune ? Désabusés par la Révolution de 1848 à laquelle beaucoup avaient pris part, les intellectuels de 1871 étaient devenus plus conservateurs ; Jules Vallès, communard, et Victor Hugo, conservateur devenu républicain et socialiste, constituent les deux exceptions les plus notables. La plupart n'étaient pas prêts à accepter une révolution aussi radicale. La romancière George Sand, qui avait conservé des sympathies socialistes et républicaines, s'est montrée très hostile à la Commune par crainte de perdre ses biens matériels ; « mon mobilier est sauvé ! », écrit-elle lorsque la répression commence ; « les exécutions vont bon train, c'est justice et nécessité ». Quant à la grande presse subventionnée par les grands capitaux, elle a dans la grande majorité des cas emboîté le pas aux classes dominantes pour des raisons similaires.

Le massacre de la Commune a donc instauré une scission durable entre les élites républicaines (modérées), parlementaires, journalistes et intellectuels d'une part, et le mouvement ouvrier et populaire de l'autre. Le rôle de la presse et des intellectuels sous la Commune n'y est pas pour rien. La presse, qualifiée de « figariste », était d'ailleurs l'une des cibles favorites des Communards ; les locaux du Figaro et du Gaulois ont été saccagés par des ouvriers parisiens durant la brève existence de la Commune. Cette scission entre les élites médiatiques et le peuple a-t-elle jamais été résorbée ? Toutes proportions gardées, ne peut-on pas expliquer la défiance actuelle de la population vis-à-vis de la grande presse par la révérence de celle-ci à l'égard du pouvoir, par la violence qu'elle déploie contre les mouvements de contestation ? Le phénomène populiste contemporain, c'est-à-dire le rejet populaire des élites politiques et médiatiques, n'est-il pas largement imputable au rôle de cette presse qui prend, depuis deux siècles, le parti des puissants contre leurs opposants ?

**On voit bien que les "républicains « modérés », très hostiles à des réformes sociales égalitaires et à toute idée de démocratie directe" auteurs/complices des massacres de milliers de communards de 1871 sont les mêmes qui aujourd'hui défendent Macron, disent qu'on est "en démocratie", défendent la police même quand elle tue et mutilé, et appellent policiers et militaires à faire usage de leurs armes comme Luc Ferry.**

**Ces "républicains « modérés »", dont Le Monde est un exemple archétypique veulent garder Les Marchés et une démocratie d'apparences, ces "républicains « modérés »" ont peur de la démocratie, ils n'en veulent pas, ils en sont fondamentalement ennemis, de même, ces "républicains « modérés »" sont fondamentalement ennemis de toute remise en cause profonde du système économique capitaliste.**

Les plus progressistes d'entre eux veulent bien à la rigueur des améliorations, des réformes, plus de droits pour les pauvres, mais ils seront toujours farouchement opposés à la démocratie directe ou semi-directe, à l'expropriation des riches et possédants au profit de structures autogérées collectives hors du Marché.

Ces "républicains « modérés »" (Le Monde, Benoît Hamon) ou extrémistes (Macron, Collomb, Ferry, Castaner) sont pris dans une contradiction insoluble.

**Ils constatent avec désarroi et réticences que leur monde pourri part en vrille, qu'il détruit l'humain, le climat et la planète vivante, pourtant ils continuent mordicus à s'y accrocher, à (se) mentir, à manipuler, à croire en des illusions et impasses, à le défendre et à vouloir détruire, s'il le faut par le canon, celles et ceux qui s'efforcent comme ils peuvent de détruire leur monde foutu et d'en (pour pouvoir en) construire d'autres.**

Ces gens sont des anachronismes dangereux et criminels, nous devons les mettre hors d'état de nuire au plus vite, c'est à dire les virer tous définitivement de tout poste de pouvoir.

**Mais surtout, nous devons imposer un changement radical de toutes les structures, pour qu'ils ne puissent pas perdurer ni revenir par une porte dérobée.**

## D'autres de mes articles en compléments

- [Il n'y a jamais eu de démocratie en France, ce qui implique quelques conséquences...](#)
- [Pire que Macron : tous ses complices qui disent encore « notre démocratie » !](#) - TOUS ceux qui prétendent encore qu'on vit en démocratie sont complices du tyran et du système autoritaire en place
- [Le système préfère toujours les terroristes aux démocrates !](#) - Les Pouvoirs préfèrent tout plutôt que la démocratie réelle et perdre leur pouvoir au profit des peuples